

CreDOC Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie

CONSOMMATION ET MODES DE VIE

Chroniques du Crédoc

ISSN 0295-9976

N° 34 — Décembre 1988

Evolution du monde associatif de 1978 à 1986

Laurence Haeusler

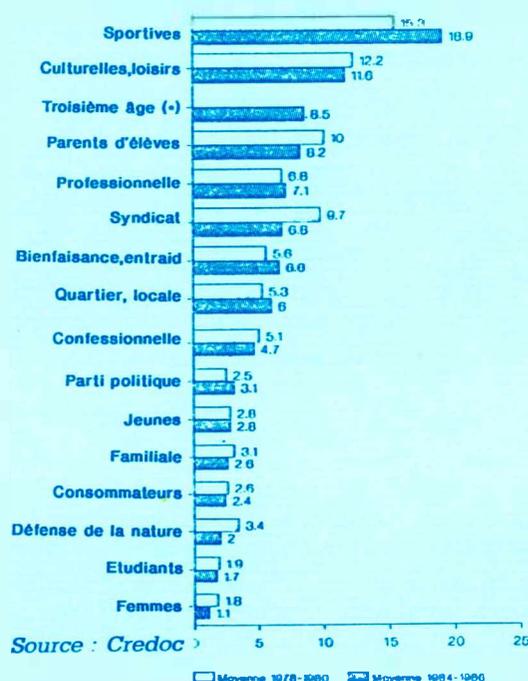
Environ 50 000 associations se créent chaque année en France. Mais le monde associatif n'est pas en bouleversement permanent pour autant ; le « taux de mortalité » des associations est fort, et les adhésions simultanées sont fréquentes. De 1978 à 1986, le nombre de Français qui mènent une vie associative fluctue entre 42 % et 48 %, si l'on ne tient pas compte des associations du troisième âge ; il atteint 49 % en 1986 en les prenant en compte. Le profil-type de l'adhérent est toujours le même : c'est un homme actif, diplômé, habitant en province. L'enquête du Crédoc sur les « conditions de vie et les aspirations des Français » montre qu'au-delà de cette relative stabilité du public des associations, l'audience des différentes associations évolue au fil des années ; d'une part, les associations sportives continuent à prendre de l'importance, surtout auprès des jeunes ; d'autre part, les associations « militantes », syndicats, associations de défense de la nature, associations de femmes, perdent des adhérents, surtout parmi les jeunes générations.

Les associations « militantes » en perte de vitesse

Une grande part du mouvement associatif est centrée autour des loisirs : associations sportives, associations culturelles et de loisirs, associations du troisième âge... Les associations que l'on peut qualifier de « militantes », dont on peut penser que leur action influence la vie politique et sociale de notre pays, n'ont jamais été celles qui rassemblaient le plus grand nombre d'adhérents. Les associations de consommateurs, par exemple, parfois redoutées par certaines entreprises, ne rassemblent que 2 % des Français depuis 1978.

Grâce au sport, la prédominance des loisirs dans le monde associatif ne cesse de se renforcer. Les associations sportives sont les seules à attirer un nombre croissant d'adhérents : de 15 % des Français de plus de 18 ans en 1978, à 19 % en 1986. A l'inverse, certaines associations « militantes », syndicats, associations de femmes, associations de défense de la nature, voient leurs effectifs diminuer (seuls les partis politiques échappent à cette baisse d'audience).

Taux d'adhésion aux associations en 1978/1980 et 1984/1986



(*) Introduites dans le questionnaire en 1985 et 1986.

La perte d'influence de ces associations (assez limitée tout de même) s'accompagne d'une transformation de leur public, ainsi que des opinions exprimées par leurs adhérents.

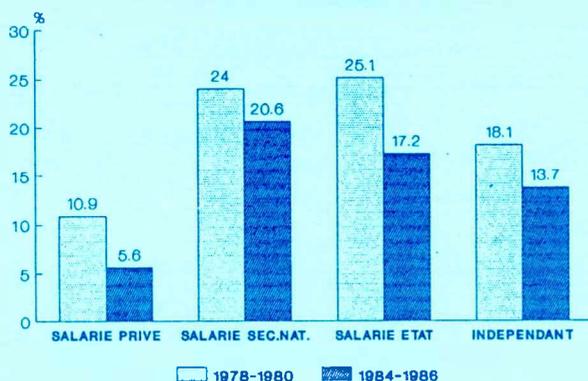
Les syndicats : de moins en moins de salariés du privé

Il ne s'agit pas ici uniquement des syndicats de salariés, mais également des syndicats professionnels.

A l'exception des syndicats d'agriculteurs, d'artisans et de commerçants, tous ont perdu une part de leur influence : 10 % des actifs adhéraient à un syndicat en 1984/1986, au lieu de 14 % en 1978/1980. En conséquence, en 1986, la catégorie sociale la plus syndiquée est celle des exploitants agricoles (22 % d'actifs syndiqués), loin devant les cadres supérieurs et les professions libérales (14 %), les cadres moyens (14 %) et les ouvriers (8 %).

Parmi les salariés, les plus syndiqués sont ceux du secteur public et des grandes entreprises nationalisées. La baisse d'audience des syndicats a encore accentué cette tendance. Entre 1978/1980 et 1984/1986, le taux de syndicalisation a été pratiquement divisé par deux parmi les salariés du privé, tombant de 11 % à 6 %. Dans le secteur public, il est passé de 25 % à 17 %.

Taux d'adhésion aux syndicats selon le statut d'activité



Le taux de syndicalisation des plus jeunes était, déjà en 1978, beaucoup moins fort que celui des actifs entre 25 et 50 ans. En 1986, les moins de 25 ans ont pratiquement déserté les rangs des syndicats.

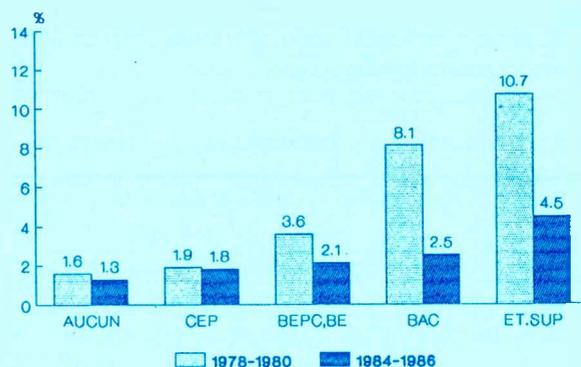
Plus important peut-être, les aspirations des syndiqués à des changements profonds se sont émoussées. Ils sont de moins en moins nombreux à vouloir changer la société, à critiquer le fonctionnement de la justice. Ils sont moins inquiets que la moyenne des actifs de l'éventualité du chômage. Cette dernière attitude s'explique évidemment en grande partie par le statut des

syndiqués : beaucoup sont fonctionnaires ou appartiennent à des grandes entreprises nationales. Ceux qui se trouvent actuellement en situation précaire, au chômage ou menacés de chômage, sont très peu syndiqués. Cependant, en 1984/1986, les syndiqués s'attendent moins souvent que les autres actifs à une amélioration de leurs conditions de vie d'ici à 5 ans.

Défense de la nature et gestion de l'environnement n'intéressent plus les jeunes.

Sous ce label sont regroupées beaucoup d'associations dont les objectifs sont différents : associations écologistes, associations de chasseurs, ou associations qui se constituent, à un moment donné, pour la défense d'un site. Beaucoup d'éléments permettent de supposer que ce sont essentiellement les associations écologistes qui ont subi une forte baisse d'audience.

Taux d'adhésion à une association de défense de la nature selon le niveau de diplôme



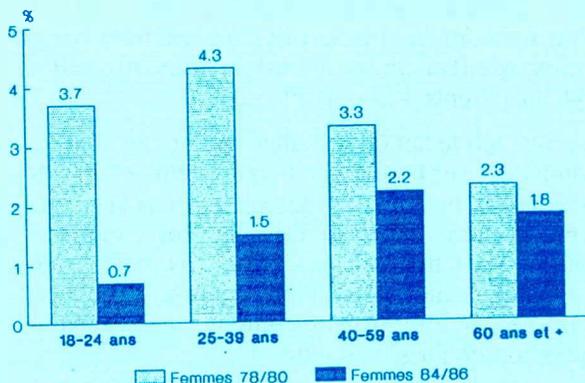
Le changement, peut-être le plus important, est le désengagement des jeunes : 6 % des hommes de moins de 25 ans participaient à une association de défense de la nature en 1978/1980, ils ne sont que 1 % en 1984/1986 (les femmes n'ont jamais beaucoup participé à ce type d'association). Il y a non seulement désaffection des jeunes générations, mais également désintérêt de la part de ceux qui ont le plus fort capital culturel : 11 % des diplômés de l'enseignement supérieur en 1978/80, contre 4,5 % en 1984/86 adhéraient à ces associations.

Si les associations de défense de la nature demeurent bien informées en matière de politique énergétique, et manifestent une forte opposition au nucléaire, le désir de transformations radicales de la société a disparu, ou plutôt, il n'est pas plus marqué que dans la moyenne de la population française. Les revendications semblent avoir perdu de leur vigueur.

Où sont les féministes d'antan ?

Les associations de femmes n'ont jamais rassemblé qu'un petit nombre de Françaises (3 % en 1978/1980, 1,5 % en 1984/1986). En 1978, apparaissaient deux populations différentes regroupées sous ce label : d'une part des femmes d'âge moyen, qui participaient aussi à une association professionnelle, d'autre part des femmes jeunes, diplômées, parisiennes, qui défendaient une vision « moderniste » de la femme et de la famille. En fin de période, le déclin des associations de femmes est surtout dû au départ des jeunes femmes diplômées. Cette apparente baisse d'audience des organisations féministes, telles qu'elles existaient dans les années 1970, est peut-être due à la fin des luttes pour la légalisation de l'avortement.

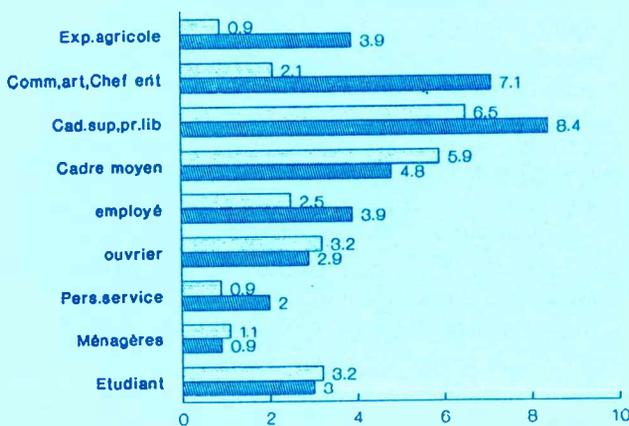
Taux d'adhésion à une association de femmes selon l'âge



Les partis politiques ne veulent plus changer la société.

Les partis politiques n'ont pas connu le déclin des associations militantes précédentes, situées dans la mouvance de 1968. Leurs effectifs fluctuent entre 2 % et 4 % des Français, avec une pointe à 5 % à l'automne 1981.

Taux d'adhésion à un parti politique selon la catégorie sociale (*)

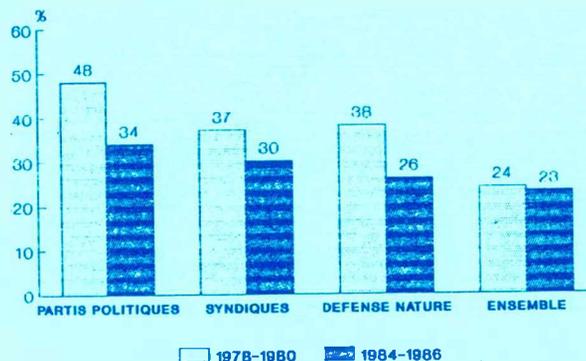


* Retraités exclus

Pourtant, les partis politiques aussi ont changé. Même si les artisans et commerçants y font une entrée en force (7 % sont inscrits à un parti politique en 1984/1986 contre 2 % en 1978/1980), c'est peut-être moins dans leur composition sociale que dans les valeurs auxquelles souscrivent leurs militants que ce changement s'est manifesté :

- ils sont nettement moins nombreux à souhaiter des transformations radicales de la société (34 % d'entre eux en 1984/86, contre 48 % en 1978/1980).
- ils critiquent beaucoup moins souvent le fonctionnement de la justice (28 % pensent qu'elle fonctionne très mal en 1984/1986, contre 49 % en 1978/1980).

Taux d'opinions favorables à des transformations radicales de la société

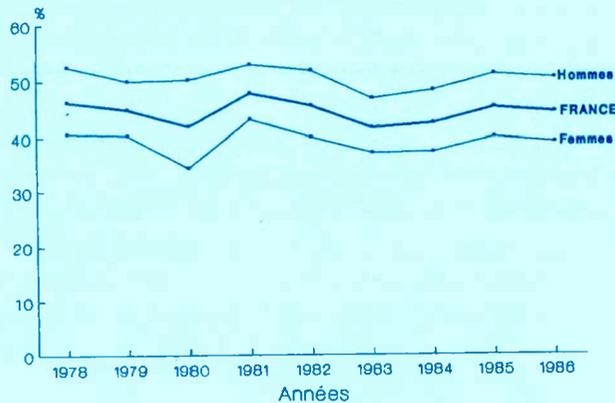


Il est devenu courant de se plaindre de la faiblesse du débat politique, de la morosité ambiante, de la disparition des débats idéologiques. Il semble que ce changement de climat vient moins des Français que de leurs porte-paroles : autant de Français désirent des transformations radicales de la société en 1986 qu'en 1978. Mais les membres des organisations militantes, eux, sont moins persuadés qu'à la fin des années 1970 de la nécessité de ces transformations. Le désintérêt des jeunes pour un certain militantisme explique sans doute en partie le déclin des positions extrémistes. Il est possible également que de nouvelles formes d'associations, comme SOS-racisme, expriment mieux les désirs des nouvelles générations, et soient mal saisies dans l'enquête.

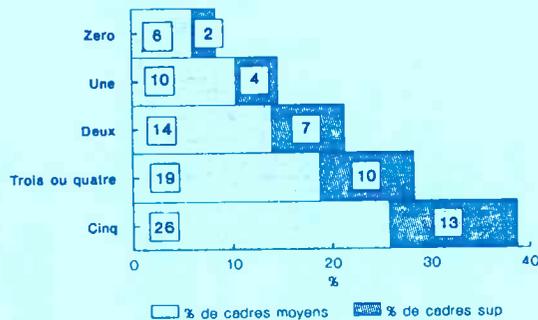
Il n'est pas question ici de porter un jugement sur les transformations des partis politiques ou des syndicats. Force est simplement de constater qu'en 1986, ils canalisent peut-être moins les mécontentements, qu'ils ne sont plus le lieu privilégié d'expression des besoins de transformations politiques et sociales.

Le public des associations

Taux d'adhésion à au moins une association



Croissance de la part des cadres moyens et cadres supérieurs quand augmente le nombre d'associations fréquentées



Les adhérents sont plus souvent des hommes (56 %), diplômés (27 % ont au moins le bac, contre 19 % dans l'ensemble de la population).

Les multi-adhésions sont fréquentes ; la moitié des adhérents participe à plus d'une association, un quart participe à trois associations ou plus.

La sur-représentation dans la vie associative des catégories sociales aisées n'est vraiment nette que parmi les multi-adhérents. Les proportions de cadres supérieurs et de cadres moyens augmentent avec le nombre d'associations fréquentées. Il en est de même pour les diplômés de l'enseignement supérieur.

La vie associative attire plus d'hommes (49 % d'entre eux), que de femmes (39 % d'entre elles). Certaines associations comptent une forte majorité masculine : syndicats (72 %), partis politiques (67 %), défense de la nature (63 %), sport (61 %), d'autres sont dominées par les présences féminines, bienfaisance (55 %), confessionnelles (54 %), parents d'élèves (57 %).

Ce n'est pas le fait de travailler ou non qui a le plus d'influence sur la participation des femmes à la vie associative, mais plutôt leur catégorie sociale : les femmes cadres adhèrent aussi souvent à une association que leurs collègues masculins. A l'opposé, les femmes employées ou ouvrières se distinguent par une participation nettement plus faible que leurs homologues masculins.

POUR EN SAVOIR PLUS

Les résultats présentés dans ce numéro sont tirés de l'enquête du Crédoc « Conditions de vie et aspirations des Français » réalisée chaque année en automne auprès de 2 000 individus de 18 ans et plus. Depuis 1984, une seconde vague d'enquête a lieu en avril-mai. Les thèmes abordés sont les suivants : Formation. Famille et politique sociale de la famille. Logement et cadre de vie quotidien. Energie.

Emploi. Transports. Education. Santé. Situation économique du foyer, perception des niveaux de vie et des conditions de vie. Epargne, crédit, retraite. Environnement familial et social. Loisirs. Chômage et politique sociale du chômage. Problèmes généraux : société, progrès, solidarité collective, inquiétudes.

Bibliographie :

- L. HAEUSLER et F. GROS — Evolution du monde associatif de 1978 à 1986. Crédoc n° 51, décembre 1988 (150 F TTC + port 15 F).
- F. GROS — « La vie associative ». Consommation et modes de vie, Crédoc, n° 7, décembre 1985.
- F. HERAN — « Le monde associatif », Economie et statistique, n° 208, mars 1988.
- M. FORSE — « Les créations d'associations : un indicateur du changement social ». Observations et diagnostics économiques, n° 6, 1984.

L'équipe « Aspirations » dirigée par L. Lebart est composée de : F. Boscher, F. Château, C. Duflos, F. Gros, L. Haeusler, L. Laurent, P. Pleuvret.